

3€

regards

JUILLET AOUT 2017



**LA GAUCHE
A L'HEURE
DU REVEIL**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE LA GAUCHE À L'HEURE DU REVEIL

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

- # **Législatives : et après ?**
- # **Chantal Mouffe : « Il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche »**
- # **MI1717 : Hamon se met en mouvement**

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS

- # **PCF et France Insoumise : données complémentaires**
- # **Communistes et insoumis à l'Assemblée :
Chambre à part mais front commun ?**
- # **12 et 23 septembre : conjuguer le politique et le social**

ENJEUX ET DANGERS : NÉOLIBÉRALISME À TOUS LES ÉTAGES

- # **Déficits publics, dette, inflation :
ces chiffres magiques qui nous gouvernent**
- # **Le sport livré au libéralisme**

L'APRÈS- ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

Législatives : et après ?

Le cycle électoral décisif de 2017 est achevé. La politique n'en sort pas grandie. La gauche est malade, mais sa partie gauche est en principe dans une situation plus favorable. Raison de plus pour ne pas gâcher une opportunité et une redoutable exigence.

CONSTITUER LE PEUPLE

Éparpillement du champ politique, abstention exceptionnelle, recul des partis traditionnels... Tous les indices convergent pour mettre en relief ce qui est une véritable crise politique, articulée à une crise de régime. Redéfinitions à la marge et replâtrage constitutionnel ne serviraient dès lors à rien. Relancer la gauche dans son état ancien n'a pas davantage de sens. Les temps qui sont les nôtres appellent à une rupture, sans précédent et à toutes les échelles. Elle demande de la refondation ou de la métamorphose, davantage que de l'aménagement.

Le «mouvement ouvrier» s'est affaissé – la crise du syndicalisme en est une manifestation majeure – sans que le «mouvement social» prenne franchement la relève. La

radicalité n'a pas échappé à la tension entre un pragmatisme par défaut – au prétexte que l'utopie est en panne – et la nostalgie de «jours heureux» dont on ne sait pas toujours très bien s'ils sont ceux de l'espoir révolutionnaire ou de la bonne vieille social-démocratie d'antan. Le «réalisme» prôné par le socialisme s'est enlisé dans les sables, mais «l'alternative» n'a pas fait la démonstration complète de sa force et de sa crédibilité.

Au fil des ans, le PCF s'est enfermé dans le souvenir de ses temps glorieux et le PS est devenu le parti de la «gestion loyale» d'un capitalisme mondialisé. Par-là, les deux partis ont cessé d'être des lieux de promotion des attentes populaires, notamment ouvrières et urbaines, et des foyers de socialisation permettant aux couches su-

balternes de disputer la place aux groupes dotées des ressources matérielles et symboliques qui découlent de leur statut. La violence de la crise politique, le désengagement citoyen de plus en plus affirmé et la poussée du Front national ont été les manifestations les plus fortes de ce processus régressif. La politique a horreur du vide : quand les forces les plus critiques ne sont pas suffisamment à la hauteur, la place est libre pour les centrismes improbables ou pour les alternatives violentes, celles des petites et des grandes «communautés».

On ne change pas le désordre de la société, sans le socle humain qui le rend possible. Or la gauche traditionnelle est en panne. Le communisme et le socialisme l'ont structurée pendant tout le XXe siècle (voir article précédent) ; ils ne sont plus en état de le faire. Le clivage même de la droite et de la gauche est en question, dès l'instant où leurs gestions du pouvoir finissent par se confondre. La conclusion s'impose à beaucoup qu'il faut désormais s'appuyer sur un autre paradigme : l'objectif ne serait plus d'unir la gauche, mais de rassembler le peuple ; il faudrait le faire, non pas contre la droite, mais contre les «élites», qu'elles soient de gauche comme de droite.

Il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation. Le peuple est aux abonnés absents dans l'arène politique institutionnelle. Il a pour lui son nombre (employés et ouvriers regroupent les deux tiers des actifs) et

contre lui sa dispersion. On ne repère plus de groupe central, moderne et en expansion. Et, si les réserves de combativité sont intactes, le cœur du mouvement populaire d'hier – le mouvement ouvrier – est désormais bien incertain. Le syndicalisme hésite sur ses formes et ses projets, le monde associatif est éclaté et ce qui fut le grand unificateur du monde populaire urbain – le grand rêve de la «Sociale» - a encore du mal à trouver ses formes contemporaines, face aux projets bien réels des forces dominantes.

Les catégories populaires ont donc besoin de faire mouvement, comme les ouvriers d'hier surent se constituer en mouvement ouvrier. Elles doivent lutter et s'organiser, pour que le mécontentement et la colère se transforment en action collective et non en ressentiment. En s'y attachant, elles se feront «multitude». Or cela ne suffit pas, car la société n'est pas une simple juxtaposition de pratiques et de structures particulières : elle est une façon de les mettre en ordre. Elle a ses cohérences, ses logiques dominantes. Dans le capitalisme mondialisé, on en connaît les principales : l'accumulation de biens matériels, de marchandises et de profit sert de moteur ; la concurrence est la base de tout dynamisme ; la gouvernance est le mode régulateur par excellence ; l'inégalité, la polarité et les rapports de domination sont les axes de distribution des individus, des groupes et des territoires.

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

En principe, c'est au politique d'agir sur ces cohérences et, pour cela, de rassembler les majorités qui peuvent en décider. Si elle veut aller à la racine des dynamiques sociales pour les transformer, la multitude des combats populaires se doit de devenir un «peuple» politique.

Or ce qui fait des catégories populaires un peuple n'est pas la seule conscience d'un adversaire ou d'un ennemi. Désigner les responsables des difficultés peut être un levier initial de mobilisation ; ce n'est pas un gage de succès dans la longue durée. Plus que tout, il importe d'élucider les causes de ce qui ne va pas. Le «peuple» combat ceux qui exploitent et ceux qui dominent (les «élites»). Il ne devient toutefois une figure centrale que s'il impose une manière cohérente et réaliste d'abolir les mécanismes qui produisent la coupure du «peuple» et des «élites», la distinction des exploiteurs et des exploités, des dominants et des dominés. C'est le projet de l'émancipation populaire et non la détestation de l'élite qui soudre les catégories populaires en un peuple politique.

LA GAUCHE N'EST PAS TOUJOURS CE QUE L'ON DIT

On pourrait certes se dire que, la gauche étant malade, l'occasion est enfin venue de s'en débarrasser. Elle a servi de masque à tous les mauvais coups ? Faisons autre chose. C'est oublier que le clivage fon-

dateur de la gauche et de la droite a un double avantage. Il oblige à poser, à tout moment, la question des majorités nécessaires pour agir sur la cohérence sociale. Il met au centre de la controverse publique le choix des valeurs qui fondent l'architecture de la vie collective. Historiquement, la droite accepte l'inégalité, réserve le pouvoir aux «compétences» et valorise la concurrence ; la gauche, elle, s'appuie sur l'égalité, prône l'élargissement de la citoyenneté et valorise la solidarité. Il n'est pas anodin de constater que, chaque fois que le clivage majeur s'est estompé, la dynamique populaire n'a jamais été renforcée, bien au contraire. Au fond, c'est pour avoir délaissé ce clivage au profit d'autres – celui de l'Est et de l'Ouest notamment – que la IV^e république s'est essoufflée...

Il est vrai que le singulier que l'on utilise souvent ne peut dissimuler qu'il existe bien des façons d'être de droite ou de gauche. À gauche, voilà bien longtemps que la différence la plus structurante oppose ceux qui pensent que l'on peut produire de l'égalité en aménageant le système et ceux qui sont convaincus qu'il faut s'en débarrasser pour pousser le plus loin possible l'égalité. D'un côté s'est trouvé le pôle de l'adaptation et de l'autre le pôle de la rupture, et il n'a jamais été secondaire de savoir qui, des deux pôles, était capable de donner le ton. Le problème des dernières décennies n'a pas tenu à ce que l'on s'est gargarisé des

mots de la gauche. Il a résulté de ce que la force dominante à gauche a été celle de l'adaptation à la mondialisation financière et que l'on a prétendu qu'il fallait unir toute la gauche autour de cette gauche-là. À ce jeu, on l'a vu, c'est la gauche elle-même qui a fini par perdre son âme. Ce n'est pas une raison pour prononcer aujourd'hui son horizon funèbre. Mieux vaut s'attacher à la relancer, donc à la refonder...

Les périodes où le mouvement ouvrier a été le plus dynamique ne sont pas celles où il a tourné le dos à la gauche politique. À la charnière des XIXe et XXe siècles, Jaurès avait raison quand il expliquait, tout à la fois, que le socialisme ne pouvait se déployer sans indépendance complète à l'égard des partis «bourgeois», mais qu'il ne pouvait non plus marquer la société de son empreinte sans se raccorder à la grande expérience historique de la gauche. D'un côté, il voyait l'engluement dans l'ordre bourgeois, de l'autre l'isolement et l'incapacité à abolir l'ordre-désordre des sociétés de classes...

Oublier que la gauche est toujours potentiellement clivée fait courir le risque de se noyer dans les consensus paralysants. Mais ignorer la force de rassemblement majoritaire que recèle une gauche bien comprise pousse à l'isolement et à l'inefficacité. Le «front social» est nécessaire mais non suffisant. Quant au «front populaire», il ne dit plus par lui-même, comme

il pouvait le faire hier, ce projet de société, cette logique systémique, pour tout dire cette «République sociale» par laquelle on cesserait enfin d'assigner les individus à des classes inégales et à des communautés hermétiquement closes.

Ainsi, la relance de la vitalité démocratique est bien du côté de ce «peuple», dont l'absence dans l'arène politique est criante et dont la sidération est le premier ferment de désagrégation du tissu démocratique. Le rassembler constitue l'horizon stratégique : il est aisé de s'accorder sur ce point. Or ce rassemblement ne se décrète pas. Il est le fruit d'un mouvement patient venu d'en bas, où s'articulent des luttes partielles, de grands combats unificateurs, des moments forts de convergence illustrés par la puissance de la rue. Il suppose des formes adaptées pour conduire cette authentique lutte des classes de notre temps : des structures anciennes doivent se transformer, de nouvelles peuvent apparaître, toutes doivent converger. Leur tout sera le socle d'une reconstruction politique ; le mouvement ne fera pas pour autant et en lui-même force politique.

FAIRE FORCE POLITIQUE

Pendant longtemps, en France, les catégories populaires se sont appuyées sur l'existence de deux grands partis, le PS et le PC, dont l'un incarnait l'adaptation et l'autre la rupture. Tous deux ont constitué

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

l'ossature de la gauche du XXe siècle. Peu de pays en Europe ont offert cette caractéristique, mais l'histoire révolutionnaire française l'a voulu ainsi. Les plus grands moments propulsifs de l'histoire populaire et ouvrière ont été ponctués par la convergence des deux partis ; ils ont été toutefois rendus possibles parce que dominait l'esprit de rupture.

Ce temps n'est manifestement plus de saison. Le PS né du congrès d'Épinay de 1971 est à bout de souffle. Le PC n'a plus depuis longtemps le ressort qui lui donnait son dynamisme et lui assura, pendant quelques décennies, la capacité de représentation majeure du monde ouvrier. La rupture préparée par François Hollande et parachevée par Emmanuel Macron devrait voir l'installation d'un parti démocrate à l'américaine ou à l'italienne. Faut-il en déduire que, en dehors de la droite classique, l'espace pour une gauche plurielle n'existe plus et que seul demeure le face-à-face de ce parti démocrate et d'une force populaire, celle qui s'est cristallisée en 2017 sur le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon ? Le tête-à-tête de la gauche et de la droite laisserait-il la place au dualisme du «système» et de «l'antisystème» ? Le camp du système contre le parti du peuple ?

À la limite du raisonnement peut surgir la conviction que, du côté de la critique du «système», la tension ancienne de l'adaptation et de la rupture n'est plus de saison. L'hypothèse, séduisante et remarquable-

ment simple, n'en est pas moins discutable. Tout d'abord, nul ne sait encore ce qu'il adviendra de la tradition du socialisme à la française. Se dissoudra-t-il dans le «macronisme» ? Se verra-t-il éparpillé entre radicalité et engluement centriste ? Se relancera-t-il selon un modèle proche de la leçon Corbyn au Royaume-Uni ? L'hypothèse d'un socialisme constitué en parti est-elle obsolète ? Impossible de le dire dans l'immédiat.

N'oublions pas non plus d'autres expériences européennes, où le conflit de l'adaptation et de la rupture n'a pas fonctionné sur un registre plus ou moins partisan. En Italie, l'histoire tragique du premier XXe siècle a fait que le Parti communiste italien (PCI) d'après-guerre a recouvert la double tradition du communisme et de la social-démocratie. Il était à lui seul la quasi-totalité de la gauche, en la plaçant sous dominante communiste après 1943. Or, au début des années 1990, le PCI disparaît pour devenir, quelque temps plus tard, un pivot du social-libéralisme européen. En théorie, la logique de l'adaptation était ultra-minoritaire en Italie ; en occultant sa force, on a en fait rendu possible son triomphe. Le résultat est douloureux : la gauche radicale italienne a été laminée et, avec elle, la gauche tout entière s'est trouvée exsangue. S'imaginer que la crise dissout les bases d'une gauche gestionnaire portée à l'accommodement est aléatoire. Penser qu'il n'y désormais de place à gauche que

pour une seule formation, expression par excellence du «peuple» rassemblé, pourrait bien être une redoutable illusion.

Une autre hypothèse pourrait donc se formuler. La crise systémique que nous vivons n'invalider pas la possibilité que se maintienne, dans l'espace «gauche» des attitudes politiques, un courant plus porté vers l'aménagement du système que vers son dépassement progressif. La forme que peut prendre ce courant est incertaine, dans un champ politique instable dans sa totalité. Mais si cette possibilité est solide, mieux vaut considérer que, à l'issue d'un cycle électoral bouleversant, l'objectif du courant critique ne devrait pas être de recouvrir le champ entier de ce que fut la gauche française.

La rupture sociale ne se fera pas sans majorité pour la décider ; mais les majorités ne seront pas portées à la rupture, si le ton n'est pas donné par une force politique qui en exprime l'exigence, qui en montre la possibilité et qui en suggère les conditions. C'est cette force qu'il faut maintenant installer, suffisamment cohérente pour être reconnue et crédible, suffisamment souple pour rassembler tous les individus, tous les courants, toutes les pratiques qui refusent les normes dominantes de la mondialisation financière et qui aspirent à construire une alternative globale, inscrite dans la durée, à l'ordre-désordre de l'état des choses existant.

Nouera-t-elle des relations d'alliance-concurrence avec d'autres composantes moins «radicales» ? L'avenir seul permettra de répondre à cette question. Dans l'immédiat, on peut s'en tenir à une double

conviction. La première est que cette force populaire nouvelle devra se montrer indépendante de toute autre construction. La seconde est que, dans tous les cas de figure, elle aspirera à donner le ton au sein des forces qui, chacune à leur manière, continueront d'agir pour l'égalité et la liberté, dans la continuité des valeurs de la gauche.

GAUCHE D'ALTERNATIVE : DANS UN ENTRE-DEUX

Après « le grand cauchemar des années 1980 » – heureuse formule de l'historien François Cusset – quand le PCF déclinait sans qu'aucune alternative ne s'impose, la dernière décennie a vu une gauche de gauche reprendre des couleurs. La dynamique «antilibérale» a relancé le processus au début du nouveau siècle. L'expérience du Front de gauche l'a installée un peu plus dans l'ordre institutionnel. Mais cette expérience n'a pas pu aller jusqu'au bout : le Front de gauche n'a jamais été rien d'autre que le tête-à-tête du PC et de la formation politique créée par Jean-Luc Mélenchon en 2008, le Parti de gauche. Ce Front n'a été ni une force cohérente accueillant des individus, ni même un véritable cartel partisan. Après l'élection présidentielle de 2012, il a très vite buté sur la succession des échéances électorales et sur les désaccords qu'elles ont nourris entre le PCF et le PG. Le Front de gauche s'est ainsi progressivement délité, sans que rien ne freine son déclin.

Incontestablement, dans une période de confusion extrême à gauche, la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

présidentielle a ouvert une nouvelle donne. La dynamique de sa campagne s'est imposée peu à peu et la structure qu'il a constituée pour le soutenir, la France insoumise, s'est installée dans le paysage politique. Elle s'est inscrite dans les territoires, notamment les plus urbanisés. En oscillant entre les 19,6% de la présidentielle et les 13,7% de la législative, les forces regroupées dans la campagne Mélenchon ont approché la gauche de gauche des hautes eaux électorales qui furent celles du communisme français.

On ne reviendra pas en arrière : les réalités créées par le cycle électoral 2016-2017 doivent être prises en considération, dans toutes leurs dimensions. La France insoumise a pour elle l'originalité d'une mobilisation militante qui conjugue, dans le temps court de l'action, l'engagement individuel et les réseaux sociaux modernes. En cela, à l'image de Podemos en Espagne, elle essaie de concilier la cohérence politique d'un collectif militant et la rupture avec la vieille «forme-parti», hiérarchique et centralisée. Mais il n'est pas sûr qu'elle ait trouvé la réponse à la question la plus délicate : dans une structure réticulaire, où l'engagement de l'individu n'est plus considéré comme inamovible et permanent, où se situe le pouvoir réel de mise en cohérence et d'orientation ?

Par ailleurs, les 11% législatifs de la France insoumise et les 17 sièges acquis de haute lutte lui donnent le statut de première formation de la gauche française. Mais le résultat obtenu ne la place pas au niveau qui permet à une force d'être potentiellement hégémonique dans un territoire et,

au-delà, dans l'espace national. Bien sûr, la toute nouvelle formation peut penser qu'elle finira bien par obtenir à elle seule ce niveau. Ne vaut-il pas mieux, pourtant, se convaincre que cette capacité viendra tout à la fois des capacités propres de FI et de son aptitude à faire force commune avec d'autres courants, éventuellement structurés, qui font partie du même espace politique ? La tentation existe certes, qui pousse à dire, à ceux qui cherchent une efficacité commune : «venez nous rejoindre». La France insoumise, au fond, pourrait très bien, comme le PCF de la grande époque, expliquer qu'il n'y a pas aucune place, en dehors d'elle, pour une pratique qui soit à la fois réaliste et révolutionnaire.

Or, dans un moment de crise et de recomposition, quand il s'agit de regrouper largement et d'inventer ensemble, une logique qui apparaîtrait peu ou prou comme un appel au ralliement ne serait pas la plus adéquate. La tâche est immense : il ne suffit plus d'additionner des forces, mais de les agréger. Il n'est pas besoin de créer un énième parti politique, mais d'inventer la forme politique qui assumera les fonctions naguère réservées aux partis, tout en dépassant les défauts de leur forme antérieure. Or cette refondation politique est redoutablement complexe. Il existe des tentatives en ce sens, de-ci de-là, comme s'y essaie brillamment Podemos en Espagne. Mais, pour l'instant, rien de stabilisé ne s'est imposé. Se rallier à une forme existante, parler déjà de discipline alors que la cohérence n'est pas instituée, cela revient à mettre la charrue avant les bœufs. Dans l'immédiat, l'urgence est dans la mise en

commun et rien ne doit empêcher que ce commun soit le plus large possible.

Il faut rêver d'une force qui ne serait pas un simple cartel de structures installées, visant d'abord à pérenniser leur existence. Mais encore faut-il que, selon le modèle ancien, on ne confonde pas la cohérence et la discipline, la rigueur d'une organisation sans cacophonie et le monolithisme d'une parole unique et formatée, où l'on s'attache à discerner, dans telle ou telle proposition, ce qui s'écarte de la doxa commune. Il faut inventer ce qui n'existe pas encore : une manière d'être ensemble qui concilie la cohérence d'une force (la non lisibilité du Front de gauche, entre 2014 et 2017 lui fut fatale), la conception d'une organisation fondée sur l'adhésion individuelle (ce que ne voulut pas le Front de gauche) et la possibilité d'intégrer des courants, voire des organisations particulières. Rien ne serait pire que de devoir choisir entre une organisation «dévoreuse», fonctionnant de fait comme un quasi-parti, et un cartel partisan voué aux tiraillements permanents, aux litiges internes et à l'enlisement.

Tous ces débats sont complexes, comme le sont ceux de «la gauche», du «populisme de gauche» ou du rapport à la mon-

dialisation. Ils doivent être menés dans la plus grande rigueur, sans consensus mou, sans craindre les aspérités. Mais nous ne sommes pas en 1920. En ces temps-là, l'Internationale communiste naissante considéra que l'essentiel était d'imposer une rupture impitoyable avec les éléments réputés «faibles» ou «suspects». On s'attacha alors à édicter toutes les «conditions» qui étaient censées permettre de séparer le bon grain de l'ivraie. Le communisme naissant du XXe siècle y gagna de la cohérence et de la combativité. Il les paya d'un esprit de clôture qu'il ne put jamais complètement surmonter et qui entraîna sa nécrose.

Près de cent ans plus tard, la gauche est à nouveau dans un moment où la refondation est la condition de sa survie. Mais si cette refondation exige la plus grande clarté, elle interdit tout esprit de fermeture. Pour qui veut donner au mouvement populaire la force politique critique dont il a besoin, le respect de ce double constat doit être une ardente obligation. Nul, quel qu'il soit, ancien ou nouveau, expansif ou plus modeste, ne peut penser qu'il en est exonéré.

● ROGER MARTELLI

Chantal Mouffe

« Il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche »

L'été dernier, nous avions interrogé la philosophe Chantal Mouffe à propos de deux de ses livres tous juste traduits. L'inspiratrice de Podemos et de la France insoumise précisait sa conception du populisme de gauche.

Regards. Vous faites une critique acerbe du consensus politique au centre, des grandes coalitions droite / social-démocratie. Pouvez-vous préciser le cœur de cette critique ?

Chantal Mouffe. La conséquence de ce consensus au centre a été de créer un terrain favorable pour l'apparition d'un populisme de droite. C'est de plus en plus clair en France, et tout à fait évident en Autriche – le premier pays qui ait suscité ma réflexion sur ce point. L'Autriche a en effet connu, beaucoup plus que les autres pays européens, l'expérience

de la social-démocratie de marché et des grandes coalitions. Je voulais montrer combien l'argument selon lequel le consensus au centre était le signe d'une démocratie plus mûre était erroné. J'avançais déjà la thèse selon laquelle ce consensus au centre était un danger pour la démocratie, et créait les conditions du développement d'un populisme de droite. Dix ans après, force est de constater que les populismes de droite se sont bel et bien multipliés et renforcés en Europe. C'est en ce sens qu'il me semble urgent et nécessaire de promouvoir un populisme de gauche.

En quel sens proposez-vous non pas un abandon de la frontière gauche / droite, mais la construction d'un populisme de gauche ?

Lorsque j'ai fait paraître *L'illusion du consensus*, tout en étant déjà très critique à l'égard de ce consensus au centre – c'est-à-dire à l'égard de l'effacement de toute frontière entre la droite et la gauche – je croyais encore qu'il fallait impérativement rétablir cette frontière politique entre la droite et la gauche. Rétablir cette frontière signifiait, à mon sens, que les partis sociaux-démocrates retrouvent une identité de gauche. Je dois dire que la manière dont les partis sociaux-démocrates ont réagi, ou plutôt n'ont pas réagi à la crise financière de 2008, m'a fait perdre toute illusion. Il y avait une chance historique de se hisser, au minimum, à la hauteur de Roosevelt et du New Deal. Mais les sociaux-démocrates ont démontré leur incapacité à résister à une ligne de centre-droit (en sauvant les banques, en mettant en œuvre des politiques d'austérité, etc.). Parler de populisme de gauche signifie prendre acte de la crise historique de la social-démocratie, qui ne permet plus, à mes yeux, de rétablir cette frontière entre la gauche et la droite.

Que signifierait alors un populisme de gauche ?

À travers mes contacts avec Podemos, j'en suis venue à penser que l'on ne pouvait plus se contenter de s'adresser

à des gens qui se considéraient comme appartenant traditionnellement à la gauche. Aujourd'hui, la base de la population qui peut être gagnée à un projet de transformation radicale peut être plus large, du fait des politiques d'austérité et de la précarisation de la classe moyenne espagnole. Les demandes démocratiques de cette dernière doivent pouvoir, en effet, être désormais incluses dans ce projet de transformation émancipateur. Ce qui suppose un travail de construction d'une nouvelle identité politique en tant que peuple ou, pour reprendre l'expression de Gramsci, d'une volonté collective.

En quel sens parlez-vous de peuple et de populisme ?

Lorsqu'il y a trente ans, avec Ernesto Laclau, nous faisions dans Hégémonie et stratégie socialiste le constat d'une crise de l'hégémonie social-démocrate, nous pensions encore pouvoir radicaliser la social-démocratie et la démocratie en général, en incluant des demandes démocratiques qui n'étaient pas uniquement pensables en termes de classes. Nous pensions aux revendications féministes, écologistes, des minorités sexuelles ou racialisées, pour prendre ces exemples. Trente après, avec le démantèlement de l'État providence, et la montée en puissance des identités nationales, religieuses ou ethniques, cette possibilité – radicaliser la social-démocratie – s'est dissipée. Nous nous trouvons dans une situation où, avec

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

l'hégémonie néolibérale, nous sommes contraints de défendre ce que nous pensions pouvoir radicaliser. Dans le même temps, nous pouvons également tenter de rallier des gens qui n'étaient pas, auparavant, affectés par les politiques d'austérité. Aujourd'hui, nous sommes tous affectés, dans nos vies, dans nos corps, par les conséquences d'un capitalisme financiarisé. C'est sur ce terrain que nous pouvons espérer construire un projet transversal. Cette construction d'une identité politique transversale articulée dans un projet émancipateur, c'est ce que j'appelle peuple.

C'est un projet transversal, qui s'opposerait au populisme de droite ?

Le populisme de droite a compris et profité du fait que le déplacement de la social-démocratie vers la droite a laissé de côté toute une série de demandes démocratiques de la classe ouvrière traditionnelle, qui ne se sent plus représentée politiquement par les partis traditionnels. Le vote des classes populaires, comme on peut le voir en France ou en Autriche, ne signifie pas seulement la reconstitution d'un vote de classe qui s'est retourné contre la gauche. On peut le regretter, mais c'est un vote transversal qui signifie aussi un ralliement des classes populaires à des valeurs morales, nationales, religieuses, articulées dans un projet de droite. Et auquel, me semble-t-il, il faut opposer des demandes démocratiques transversales articulées, cette fois, dans un projet de gauche, plutôt que de blâ-

mer le vote populaire en condamnant, de manière morale, son adhésion à des valeurs xénophobes ou autoritaires. C'est en ce sens que je considère que nous sommes aujourd'hui, en Europe, dans un moment populiste.

Mais quelle serait, dès lors, la différence entre un populisme de droite et un populisme de gauche ?

La différence entre un populisme de droite et un populisme de gauche tient à ce que le premier tend à restreindre la démocratie, tandis que le second travaille à l'étendre et la radicaliser. Pour reprendre la définition de Laclau, le populisme, la création d'un peuple à avoir avec l'instauration d'une frontière entre "nous" et "eux", entre le peuple et l'establishment. Bien entendu, ce "nous" peut être construit de manières fort différentes, puisque le peuple n'est pas donné, mais relève d'une construction politique en rapport avec un "eux". Toute la question est de savoir quel genre de rapports s'établit entre ce "nous" et ce "eux". Il peut prendre la forme d'un rapport avec un ennemi, un ennemi qu'il s'agit de détruire et d'éradiquer. Il peut aussi prendre la forme d'un rapport à un adversaire, mais un adversaire avec lequel la lutte, l'antagonisme est négocié dans le cadre d'institutions démocratiques qu'il s'agit de transformer pour étendre, radicaliser le cadre pluraliste de la démocratie. C'est en ce sens qu'un populisme de gauche n'est pas en opposition avec la démocratie et les insti-

tutions, mais relève de ce que j'appelle un réformisme radical. S'engager dans les institutions comme l'a tenté Syriza, comme le voudrait Podemos, exige de les transformer dans le sens d'une radicalisation et du pluralisme.

Qu'entendez-vous par pluralisme ?

Un peuple ne constitue pas une entité homogène. Il est au contraire tissé de relations entre des demandes hétérogènes, et souvent divergentes entre elles. Pour prendre un exemple révélateur : je vis depuis longtemps en Grande-Bretagne et j'étais, dans les années 70 et 80, engagée dans le mouvement féministe. Je me souviens d'un mouvement féministe qui luttait, à l'intérieur des syndicats de l'imprimerie, pour l'égalité salariale des ouvrières. Les typographes, qui représentaient alors une sorte d'aristocratie ouvrière, mais qui étaient en grande partie, sinon exclusivement, des hommes, se sont battus contre cette revendication et pour maintenir le différentiel de salaire, et donc également une hiérarchie entre hommes et femmes. Articuler des demandes divergentes relève d'un travail et d'une construction politique qui n'est jamais donnée d'avance, et autrement plus difficile, me semble-t-il, que ne le laisse penser l'idée d'une convergence

des luttes. Il est tout sauf évident que les luttes soient spontanément convergentes. Articuler ces luttes dans leur pluralité relève d'une travail politique, de la construction d'une "chaîne d'équivalences" comme nous l'écrivions avec Ernesto Laclau, c'est-à-dire aussi de la constitution de nouvelles formes de subjectivités. Par exemple, faire en sorte qu'il devienne impensable et intolérable, pour une féministe, de faire triompher une revendication au détriment de la classe ouvrière ou des immigrés.

La construction de ce que vousappelez un peuple ne s'apparente pas à l'illusion d'un peuple assemblé et rassemblé de manière unanime et consensuelle, à la manière des 99% d'Occupy Wall Street ?

Dans mes contacts avec Occupy New York, j'ai eu l'occasion d'écrire un texte dans leur revue théorique intitulée Tidal, où je me prononçais déjà contre cette idée que tous nos problèmes proviendraient d'une minorité de super-riches, qu'il suffirait d'éliminer pour que le peuple se trouve réconcilié avec lui-même ... Je pourrais, pour faire preuve d'un peu d'humour, citer Mao Tsé-Toung, qui rappelait qu'il y avait des contradictions au sein même du peuple. Que le peuple soit

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

hétérogène, constitué de différences, et de tensions productives entre ces différences doit justement nous conduire à admettre des divergences et un cadre de négociation des conflits le plus pluraliste possible. C'est l'apport du libéralisme politique à la démocratie : la démocratie, ce n'est pas seulement la loi de la majorité, mais également le respect des minorités.

On ne saurait éradiquer la place du conflit dans une société...

Je pars en effet du principe que ce qui définit le politique, c'est une dimension de conflictualité irréductible, et inhérente à toute société. Sans quoi, au fond, il suffirait d'administrer et d'arbitrer rationnellement les conflits, et la politique se confondrait avec ce qu'on appelle la "gouvernance". La présence d'un antagonisme signifie, au contraire, un conflit qui ne saurait avoir de solution rationnelle, c'est-à-dire un conflit si indécidable sur la base d'une décision rationnelle qu'il exige de prendre parti. Prendre parti – et c'est cela pour moi la politique – introduit donc un élément fondamental, le rôle des passions et des affects. J'insiste sur le fait que la construction d'un "nous" politique se fait à travers la cristallisation d'affects, ce que toute la conception de la démocra-

tie basée sur la théorie de la délibération et de la rationalité communicationnelle échoue à éliminer. C'est en ce sens que Carl Schmitt m'intéresse, lorsqu'il fait remarquer que les libéraux prétendent parler de politique en employant un vocabulaire emprunté à l'économie ou la morale. Au fond, les libéraux prétendent faire une philosophie politique sans politique.

Comment réduire l'antagonisme sans chercher à l'éradiquer ?

On doit faire droit à l'antagonisme. En affirmant que cet antagonisme peut se manifester sous la forme d'un conflit dont les protagonistes se reconnaissent bien comme des adversaires, mais ne se considèrent pas pour autant comme des ennemis. C'est-à-dire qu'ils se reconnaissent comme des protagonistes d'un conflit qui ne sauraient se mettre d'accord sur la base d'options rationnelles et réconciliables, mais font pour autant droit à la pluralité des points de vue dans le cadre d'institutions démocratiques qui permettent d'apprivoiser leur antagonisme. Il s'agit donc non pas d'éliminer l'antagonisme, mais de le sublimer. Je voudrais insister sur ce point car il a en effet prêté à bien des malentendus. La présence d'un antagonisme

ne saurait être éradiquée ; elle est comparable, si vous voulez, à un lion qu'un dompteur aurait apprivoisé, et dont la force ne saurait être éliminée mais seulement sublimée. C'est le défi même de toute démocratie.

En fait, vous êtes freudienne ?

Le fait que le sujet soit divisé, qu'il soit la proie d'affects ambivalents, qu'il n'y ait pas d'identités collectives qui ne soient le produit d'identifications, ce sont, pour moi, des acquis définitifs de la psychanalyse. C'est aussi en ce sens que je m'intéresse, à la manière de Gramsci, à la place de l'art et de la culture dans la construction des identités politiques, puisque les identifications affectives résultent toujours de notre inscription dans un monde de pratiques culturelles et discursives, des livres qu'on lit, des films qu'on voit, etc. On ne vient pas au monde, et au monde politique, sans

être travaillé par toute la culture et le langage. Cette place des affects et des identifications affectives, encore une fois, est essentielle. La gauche, nous dit-on, devrait uniquement utiliser des arguments rationnels, et se garder de s'adresser aux affects, au risque de s'engager dans une forme de populisme et de fascisme. Seulement, on ne combat pas des affects avec des idées, mais avec des affects plus forts que ceux qu'on veut déplacer, et pour que les idées aient de la force, il faut qu'elles se traduisent en affects. Je ne suis évidemment pas contre la rationalité (sans quoi je n'écrirais pas de livres théoriques), mais il est important que la gauche ne se limite pas à une idée rationaliste de la politique. C'est ce que Podemos a magnifiquement compris. Et ce que n'ont pas saisi tous ceux, encore une fois, qui ne comprennent pas l'adhésion que suscite Marine Le Pen en France, ou le FPÖ en Autriche. **● ENTRETIEN PAR GILDAS LE DEM**

MI717 : Hamon se met en mouvement

Rompant avec le PS, Benoît Hamon a lancé le Mouvement du 1er juillet, ou M1717. Cette tentative de structurer la gauche écologiste et socialiste, entre Macron et Mélenchon, peut-elle être autre chose que l'écurie de l'ancien candidat à la présidentielle ?

Les applaudissements sont couverts par les cris de joie. Quand Benoît Hamon annonce : « Je quitte le Parti socialiste », la grande majorité du public réuni sur la pelouse de Reuilly, ce samedi 1er juillet, ne cache pas sa joie. L'officialisation de ce choix éclipse même l'objet de ce rassemblement auquel participent, selon les organisateurs, « 11.000 personnes ». Certes, le Mouvement du 1er juillet, ou M1717, est bien lancé sur les rails mais il est désormais très identifié à l'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Ce nouveau mouvement, qui affirme avoir vocation à occuper de manière transpartisane « l'espace entre le centre droit de Macron et la gauche radicale de Mélenchon », se veut un lieu de rencontre entre socialistes, écologistes, communistes, républicains, militants syndicaux ou asso-

ciatifs, intellectuels... Avec pour objectif de participer à « la création de la grande maison de gauche sans laquelle aucune victoire n'est possible ».

UPPERCUTS

Pour autant, à voir la foule réunie, on comprend pourquoi Benoît Hamon en salue « la cohérence et l'homogénéité ». Si le dirigeant du PCF Christian Picquet et les responsables écologistes Jadot et Duflot, entre autres, sont là, l'assistance rompt avec le mélange qui marquait la campagne des primaires. Reuilly est majoritairement blanche et de classes moyenne à moyenne sup. Venu des Vosges, ce militant proche de Filoche tente de positiver : « C'est déjà bien de rassembler son camp ».

En termes de camp, la «jeune garde» socialiste est là. À côté des hamonistes

fidèles, tels que Michel Pouzol ou Guillaume Balas, on croise le député d'Alfortville et ex première gâchette de Manuel Valls, Luc Carvounas. François Lamy est venu de Lille et avec sympathie. « Vu l'état de la gauche, au-delà même du Parti socialiste, toutes les initiatives qui permettent de réfléchir sont les bienvenues », salue celui que l'on présente encore comme le bras droit de Martine Aubry.

« Je quitte le Parti socialiste, mais pas les socialistes ni le socialisme », tonne Benoît Hamon depuis sa tribune. Ce ne sont pas des tacles qu'il réserve au parti qu'il a rejoint en 1987 et auquel il « doit tout », comme il le reconnaît lui-même. Ce sont des uppercuts d'une lucidité cruelle. « Ces dernières années, les différences entre le PS et les Républicains ont été surjouées. Le nom des lois diffère, mais pas leur orientation ni leur contenu », martèle l'ancien ministre. Chacun de ces coups est salué par des vivats.

ADIEU OU AU REVOIR ?

Mais, pour une partie de la vieille garde hamoniste, l'enthousiasme est plus tempéré. Les fidèles comme Michel Pouzol ou Tania Assouline confirment qu'ils restent au PS. D'autres, s'ils « comprennent que Benoît cogne », faisant écho aux propos de leur chef de file sur « les reniements » et « le

ressentiment », ne les reprennent pas clairement à leur compte. Les débats ont été vifs entre eux ces dernières semaines sur la stratégie à adopter alors que le congrès du Parti socialiste devrait avoir lieu au printemps 2018.

Actant ces désaccords, Hamon n'appelle pas, d'ailleurs, à quitter le parti. Sa décision est donc « personnelle ». À ceux qui restent au PS, il refuse de dire « adieu », il dit « au revoir, à bientôt dans les combats qu'il faudra mener » face au « président Jupiter » et à « la Ve République du «moi président» et du «moi populiste» ». Macron et Mélenchon font l'objet de ses assauts, même si la rigueur intellectuelle impose de dire que le président de la République concentre, tout de même, plus les attaques de l'ex député des Yvelines.

Si l'on écarte le fait qu'il assume clairement une visée de conquête du pouvoir, à terme, ce Mouvement du 1er juillet ressemble pour beaucoup à une version XL du Mouvement commun, créé par Pouria Amirshahi en 2015. L'ancien député des Français de l'étranger avait d'ailleurs mis à disposition de Hamon l'armature de ce qui proposait, déjà, « de lutter contre les tribus de la gauche ». L'ancien candidat à la présidentielle préfère appeler à faire craquer les « carcans » et les « enclos », ciblant la jeunesse pour « refaire la gauche ».

L'APRÈS-ÉLECTIONS : DE PUISSANTES ET CONSTRUCTIVES DYNAMIQUES À GAUCHE

PREMIÈRE ÉTAPE

Las, en quittant le PS, Hamon a pris un gros risque. S'il le fait, c'est pour tenter de crédibiliser une démarche ouverte en direction des écolos et des communistes, lesquels font l'objet de toutes les attentions. Mais en n'ayant plus d'autre engagement que celui d'animer le M1717, le Breton prête le flanc à l'accusation de vouloir créer son écurie pour 2022. Sentant le coup venir, il s'en est défendu préférant en situer l'objet dans un « temps long ». Temps borné, déjà, comme « première étape » à 2019.

Proche de la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienneman, Bertrand reconnaît l'intérêt de cette étape. « Avec son mode de scrutin proportionnel, les européennes sont un bon moment pour poser en actes les débuts de la recomposition à gauche », glisse le militant. Assurément, Hamon maîtrise aussi bien ce calendrier.

D'ici là, le Mouvement du 1er juillet participe à l'émettement de la gauche, la renvoyant au début des années 60 quand, le gaullisme triomphant, la gauche non communiste s'était explosée dans une myriade de clubs. ●

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS

PCF et France Insoumise : données complémentaires

Les résultats du premier tour des législatives n'ont pas été à la hauteur de la présidentielle pour les anciens alliés du Front de gauche. Mais les 13,7% de suffrages confirment le regain d'une gauche bien à gauche... dont les équilibres internes ont changé.

UNE FRANCE INSOUMISE SOLIDEMENT INSTALLÉE

Que la France insoumise n'ait pas pu réaliser le rêve d'une majorité parlementaire et d'une occupation du pouvoir ne saurait occulter le fait majeur : le jeune mouvement lancé en 2016 par Jean-Luc Mélenchon est devenu la première formation d'une gauche par ailleurs bien affaiblie. À elle seule, avec ses 2,5 millions de suffrages et ses 11%, la France insoumise fait mieux que les deux partis qui furent les pivots de la gauche française, le PC et le PS (9,1% au total). L'histoire ne manque certes pas de formations éphémères, qu'une conjoncture stimule et qui s'effacent une fois qu'elle s'est estompée. Pour tout dire, la gauche de gauche n'est vraisembla-

blement pas au terme d'une recomposition qui l'installerait dans la durée. Mais, dans l'immédiat, force est de constater que la France insoumise a pour le moins marqué une option pour être au cœur de cette recomposition.

Le tableau des hiérarchies départementales montre ainsi la réalité d'une implantation qui se caractérise par sa densité et son équilibre. On trouve ainsi autant de départements (48) au-dessus de la moyenne nationale (11,2% en France métropolitaine) que de départements au-dessous. Sans doute le sommet du tableau n'offre-t-il pas les très forts pourcentages de la France communiste d'hier. Sans doute cela explique-t-il le décalage qui semble encore exister entre l'influence nationale et la capaci-

té à s'imposer massivement sur le plan local.

Mais le plus significatif est dans l'existence d'une distribution relativement resserrée. En dehors de la Haute-Corse, aucun département ne se situe au-dessous des 5% et seule une trentaine se trouve sous le seuil des 10% d'exprimés. Quant à la répartition géographique du vote, elle confirme ce que la présidentielle avait révélé. Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise se sont installés dans les territoires historiques de la gauche, ceux que se partageaient ou que se disputaient le PC et le PS au XXe siècle.

Les dix premiers départements d'influence, pour FI, sont significatifs de cette assise :

ARIEGE	19,5
SEINE SAINT-DENIS	17,9
ALPES DE HTE PROVENCE	15,9
HAUTE GARONNE	15,7
HERAULT	15,1
SOMME	15
LOT	14,9
HAUTES PYRENEES	14,7
LOIRE ATLANTIQUE	14,3
DORDOGNE	13,9
AUDE	13,8

A contrario, l'implantation reste plus faible dans le Centre et dans l'Ouest, et notamment dans les départements moins urbanisés (Allier, Cher) qui sont devenus, depuis le milieu des années 1980, des pivots de ce qui reste de vote communiste.

Il est à noter que la consultation législative a moins mis en évidence le troisième ancrage du vote Mélenchon. Depuis 2012, ce vote a connu un essor spectaculaire dans les zones de forte densité urbaine, et en particulier dans le cœur des métropoles. Or les caractéristiques de ce vote atypique, la propension plus grande à l'abstention des jeunes et des catégories populaires ont quelque peu atténué le trait cette fois-ci. Encore que les bons résultats dans la couronne parisienne et à Paris même laissent entendre que, si le mouvement est atténué, il n'a pas disparu pour autant.

LES DÉBOIRES DU PCF

Pour le PCF, ces élections s'annonçaient délicates. Le vote de dimanche l'a entériné. Le PCF, avec 2,7% d'exprimés, enregistre le score le plus bas de son histoire législative, à peine au-dessus du très décevant résultat de la présidentielle de 2007 (1,9%). Il est aux deux tiers du niveau atteint aux législatives de 2007 (4,3%), les dernières où ils se présentait sous sa propre bannière. En 2012, l'alliance du Front de gauche avait permis de redresser la barre dans les départements où il se marginalisait, sans pour autant interrompre l'érosion de ses

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS

zones d'influence ancienne. Le mouvement s'est encore accentué cette année. Le PCF ne frôle les 10% que dans le Puy-de-Dôme, qui fait partie de la vingtaine de départements qui ont mieux résisté que les autres dans la dernière décennie. Partout ailleurs, le recul est sensible, une autre vingtaine de départements reculant de plus de la moitié du niveau initial, dans l'Est, le Centre et la région parisienne. Au total, quarante départements le placent au-dessous de la barre des 2%. Dans de nombreuses circonscriptions, le PCF est aujourd'hui voué à la marginalité électorale, pas très loin de ces «gauchistes» dont il s'est longtemps gaussé, afin de délégitimer radicalement leur propos.

Les zones de force se sont rétractées sévèrement : le PCF ne dépasse les 5% que dans dix départements qui ne sont plus le socle territorial ancien du monde ouvrier industriel et de l'expansion urbaine. La poussée du Parti socialiste, dans les années 1970-1980, avait peu à peu déstabilisé les assises de l'organisation communiste, qui a perdu à la fois dans les catégories très populaires et dans les couches moyennes des périphéries urbaines. L'essoufflement du PS aurait dû le revigorer : ce n'a pas été le cas. Pour l'instant, c'est la dynamique impulsée par Jean-Luc Mélenchon qui s'est installée dans les habits anciens de la France communiste. Quand la banlieue retrouve des couleurs, ce n'est plus celles du communisme urbain du siècle précédent.

PUY DE DOME	9,8
SEINE MARITIME	8,7
CHER	8,5
ALLIER	8,2
SEINE SAINT-DENIS	6,9
LOZERE	6,7
HAUTE VIENNE	6,7
VAL DE MARNE	6,4
OISE	5,9
CORREZE	5,5

L'observation du cadre municipal n'affirme pas le constat, bien au contraire. Entre 2008 et aujourd'hui, le PCF a été à la tête d'environ 750 communes de toutes tailles. Au début du siècle, le PCF se situait encore dans une fourchette de 20 à 25% dans les consultations législatives nationales. En 2017, le total des scores du PC et de FI dépasse nettement le seuil des 25%. Mais ce ne sont pas les communistes qui en tirent bénéfice.

Si l'on s'en tient aux 750 communes concernées, on constate un équilibre presque parfait entre le PCF (13,9%) et la France insoumise (13,8%). La situation est plus délicate en région parisienne où le PC a reculé de plus de la moitié sur son score de 2007. Il est vrai que dans deux circonscriptions importantes (Saint-Denis et Bagneux), les candidats communistes se présentaient sous l'étiquette de la France insoumise. On peut établir deux hypothèses, selon que l'on attribue le score des candidats

communistes, ou à la France insoumise auquel ils ont été officiellement rattachés. La première hypothèse (le classement officiel) met la France insoumise en tête (17,8% contre 11,6% pour le PCF ; la seconde les remet en position d'équilibre (13,9% pour le PC, 13,8% pour FI. Dans tous les cas, on n'oubliera pas que les suffrages se seraient vraisemblablement répartis plus ou moins en cas de concurrence, comme le montre la plupart des cas où cette concurrence a été effective. On peut donc légitimement pencher pour un avantage réel à la France insoumise, que que part entre les deux hypothèses.

UNE NOUVELLE ÉTAPE : DÉLICATE OU PROPULSIVE ?

La gauche entre dans une nouvelle étape de son histoire. On a beaucoup disserté sur le «dégagisme» des électeurs français, qui reste à confirmer ou à infirmer au second tour. Le bilan définitif sera tiré dans quelques jours, mais la séquence électorale devrait avoir sanctionné la fin irrémédiable d'un long cycle politique du XXe siècle.

La droite a hésité pendant quelques décennies. Elle a tenté un temps l'aventure d'un capitalisme industriel mûtié d'État-providence et de légitimité quasi monarchique des institutions de 1958. Le gaullisme y puise ses ressources. Elle a essayé ensuite la voie libérale, sous des formes multiples, patelines (Jean-Pierre Raffarin) ou plus rugueuses (Nicolas Sarkozy). Elle n'a pas trouvé son équi-

libre, d'autant moins qu'elle a été perturbée par la pression du Front national. Le néo-centrisme macronien peut-il réussir à phagocyter la droite classique ? Rien n'est moins sûr. Mais la droite est devant des jours difficiles, qu'annonçait le vote inattendu des électeurs de la primaire et que la campagne électorale a amplifiés. Il ne sert à rien de disserter longuement sur la crise irrémédiable qui précipite la fin du socialisme mitterrandien. Quatre décennies d'ajustements libéraux et de reculades centristes l'ont épuisé, en France comme dans beaucoup de pays européens. Il est peu probable qu'un de ses courants anciens soit en état de ressouder la famille socialiste dans son ensemble. Restera-t-il une variante plus proche de la social-démocratie, comme le dessine le modèle britannique de l'étonnant Jeremy Corbyn ? Les socialistes s'égailleront ils entre le parti démocrate macronien et une gauche de gauche rebâtie ? On verra. Retenons pour l'instant la concomitance de deux évolutions. Le PCF a amorcé depuis longtemps son recul ; le PS l'a rejoint dans la débâcle. Sans doute cette concomitance nous dit-elle que, si la gauche n'a peut-être pas fini sa longue vie (plus de deux siècles), elle ne devrait plus reprendre la forme dominante qu'elle a prise au siècle dernier, dans le face-à-face persistant du communisme et du socialisme. Chacun à leur façon, ils ont dominé la part gauche de notre univers politique. Ils incarnaient la rupture ou l'adaptation, mais ils essayaient

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS

de le faire, depuis quelque temps, dans un temps et dans une société qui ne gardent du passé que la spirale inégalitaire et la dépossession du plus grand nombre. Nés d'un autre siècle, ils devaient d'une façon ou d'une autre se ressourcer en profondeur pour ne pas perdre la main. Ils n'ont pas su ou pas voulu le faire. L'histoire est cruelle pour ceux qui n'osent pas changer vraiment. D'autres formes devraient donc prendre la place, sans tarder, sous peine de laisser l'esprit de refondation aux tenants de l'ordre social dominant.

Il se dit souvent, depuis dimanche, que la dynamique Mélenchon du premier tour de la présidentielle est retombée à la législative. Il est vrai que la France insoumise est loin des 19,6% du 23 avril. Mais le total du PCF et de FI approche tout de même les 14%. Or, en 2012, les 11,3% de la présidentielle étaient devenus un timide 6,9% aux législatives qui suivirent et, pour le coup, Jean-Luc Mélenchon n'y était pour rien. Proportionnellement, le résultat de cette année est finalement un peu meilleur que celui de 2012.

Toutefois, on attendait bien sûr beaucoup mieux. L'histoire ne se réécrit pas avec des «si». On ne manquera pas de rediscuter, une fois achevé le cycle, de ce qui s'est passé depuis quelques mois et de la manière dont a été négocié le passage de la joute présidentielle au combat plus territorialisé de la législative. D'autres impulsions, d'autres postures, d'autres mots auraient peut-être pu produire des effets plus dynamiques.

On n'oubliera pas toutefois ce qui reste le fond du problème. La gauche de gauche, contrairement au PS, a retrouvé des couleurs, comme on l'a redit plus haut. Mais elle n'a pas encore trouvé l'épaisseur populaire que le PC avait su stimuler en son temps. La France insoumise a ancré son action territorialement, mais les «sommets» n'ont pas atteint encore partout le seuil de crédibilité qui font de la gauche de rupture le pivot de rassemblements qui la débordent. Le PCF a vu s'effriter ses zones de force ; la gauche de gauche ne les a pas encore pleinement reconquis, quand bien même elle a fait un pas important dans cette direction.

Pour y parvenir, les débats de fond, on le sait, ne manqueront pas dès la semaine prochaine. La référence à la gauche est-elle forcée ? La gauche de gauche est-elle d'ores et déjà et définitivement «la» gauche tout entière ? La conflictualité du «peuple» et de «l'élite» suffit-elle à construire une nouvelle hégémonie pour un état d'esprit de rupture ? Comment concilier la clarté du projet et l'ouverture du rassemblement, le renouvellement radical et la force des traditions populaires ? En bref, comment devenir majoritaire, sans s'enliser dans les méandres des compromis et des consensus à bas prix ?

Et, par-dessus tout, quelle force pour impulser tout cela ? Le Front de gauche est derrière nous. Les cartels n'ont plus de ressort. La forme ancienne du parti est malade. La France insoumise s'est imposée, incontournable. Mais l'organi-

sation politique dans la durée, conciliant cohérence et souplesse, rigueur stratégique et ouverture, est devant nous, comme un objectif réaliste, mais non advenu de façon déployée. Une seule force, un seul courant, une seule organisation peut-elle assumer la réalisation de cet objectif ? C'est peu probable. Mieux vaut voir, comme c'est une chance incommensurable, le fait qu'aucune porte ne soit refermée.

Le temps n'est plus où des «conditions», des exigences draconiennes semblaient parfois être la condition pour séparer l'ivraie et bon grain, l'opportuniste supposé et le bon révolutionnaire... Rassembler et non repousser : cela reste l'alpha et l'oméga des victoires futures.

● **ROGER MARTELLI**

Communistes et insoumis à l'Assemblée

Chambre à part mais front commun ?

Les députés élus sous l'étiquette PCF ont (presque) tranché : ils ne formeront pas un groupe parlementaire avec ceux de la France insoumise. Mais cette partition ne devrait pas empêcher les uns et les autres de mener ensemble les combats législatifs.

Selon André Chassaigne, le PCF est en mesure, et a fait le choix, de constituer son propre groupe parlementaire après le ralliement des quatre députés ultramarins de l'ancien groupe GDR. Ce qui signifierait que Marie-George Buffet et Stéphane Peu, qui appelaient jusqu'à lundi à la constitution d'un seul groupe d'opposition de gauche, se seraient ralliés à la ligne Chassaigne. Un état de fait quasi définitif, mais à nuancer au vu de la relative diversité de points de vue au sein des députés PCF, et de la réunion entre le parti et la France insoumise programmée demain.

DÉNOUEMENT ATTENDU

Ce dénouement ne serait pas une surprise si l'on considère que les déclarations de part et d'autre reprenaient jusqu'alors les mêmes argumentaires que lors des négociations pré-législatives, qui avaient mené à une division sur fond de vives tensions, notamment quant à la signature de la Charte de la France insoumise relative au financement de la campagne et à la discipline de vote.

En effet, Jean-Luc Mélenchon affirmait dès dimanche que « le groupe France insoumise » serait « cohérent, discipliné

et offensif », ouvert à « tous ceux qui le voudr[aient] », ses lieutenants évoquant même, « personnellement », leur voeu de le voir présider le groupe parlementaire. De son côté, le PCF, par la voix de son secrétaire national Pierre Laurent, appelait simplement et sans mentionner LFI, à « trouver des formes de travail communes ».

RÉACTIONS VARIABLES

François Ruffin affirme qu'il « s'en fout du moment que ça n'est pas la guerre, ce que je ne pense pas », même s'il souhaitait la création d'un groupe commun. Clémentine Autain, elle, se dit « abasourdie par la décision unilatérale de députés PCF alors que nous allons faire face tous ensemble, avec les députés de la FI, au rouleau compresseur antisocial du gouvernement Macron-Philippe. Je ne veux pas pour autant gommer les différences stratégiques qui s'expriment à cette occasion, mais je pense que nous sommes en deçà de nos responsabilités collectives devant le pays et l'histoire. » Enfin, Elsa Faucillon, députée PCF, estime que « les choses qui se sont dites ce matin en réunion n'étaient pas aussi définitives que ce qui en est ressorti en conférence de presse », dans la mesure où « la vraie réunion se déroulera demain en compagnie de la FI », et où « parmi les députés PCF coexistent diverses opi-

nions sur la meilleure manière de fournir un travail commun avec les députés FI ». Elle se montre cependant pessimiste quant aux chances d'aboutir à la constitution d'un groupe commun.

QUELLES CONSÉQUENCES ?

André Chassaigne, cité par la journaliste du Monde Raphaëlle Besse Desmoulières, affirme que deux groupes différents « travaillant ensemble avec des espaces communs auront beaucoup plus d'efficacité », rejettant toute idée d'« atomisation ». Clémentine Autain ne partage pas cet avis : « Je pense que nous aurions été plus forts rassemblés et que nos électeurs doivent trouver ce spectacle de divisions bien politicien ». La réunion de demain devrait donc, sauf énorme surprise, entériner la formation de deux groupes distincts. D'un côté les onze députés PCF et les quatre ultramarins. De l'autre, les députés France insoumise auxquels s'ajouteront François Ruffin, qui a entériné son adhésion au groupe FI « après des discussions sereines avec Mélenchon et Chassaigne », ainsi que Clémentine Autain pour qui « le groupe FI a le mérite d'être marqué par un fort renouvellement ». Ne restera donc plus qu'à discuter des fameuses « formes à donner à un travail commun dans le respect des diverses identités », conclut Elsa Faucillon.  **MANUEL BORRAS**

12 et 23 septembre Conjuguer le politique et le social

Septembre sera marqué par le grand retour de la lutte sociale. Après la tumultueuse séquence électorale, la rue va s'exprimer. Non sans contradictions...

Une fois de plus, la rue parisienne grondera les 12 et 23 septembre prochain, le 12 à l'appel de syndicats, le 23 à celui de la France insoumise. C'est la manifestation du 23 qui provoque des débats souvent vifs. Beaucoup de syndicalistes manifestent leurs réticences, voyant le risque d'une récupération politique. Rien ne va plus entre Mélenchon et Martinez ? Les syndicalistes ne veulent pas être à la remorque d'une formation politique ? En fait, il faudrait savoir raison garder. Tout d'abord, le problème n'est pas nouveau. Le 16 octobre 1999, par exemple, le PCF de Robert Hue avait programmé une manifestation pour l'emploi. Elle ne fut pas du goût des syndicalistes. La CGT ne voulut pas y appeler et, dans l'ensemble, les rencontres officielles entre politiques et syndicalistes res-

tèrent polies, mais peu chaleureuses. Il n'est donc pas nécessaire, pour comprendre la tension actuelle, d'y voir un nouvel épisode des tensions entre le PC et la France insoumise. Le problème est plus ancien et bien plus profond qu'une querelle de préséance.

ANGLETERRE, ALLEMAGNE, FRANCE : TROIS MODÈLES

Au XIXe siècle, l'expansion européenne des sociétés marchandes et capitalistes se traduit par une séparation fonctionnelle des «instances» de la société. L'économique, le social, le politique, le religieux, le symbolique se mirent à relever d'organisations distinctes. Les associations, les syndicats et l'organisation nouvelle du parti politique se développèrent ainsi de façon autonome.

Or, si les sociétés modernes fonctionnent de façon complexe et diversifiée, elles le font aussi autour de cohérences fortes, faites de finalités, de normes et de méthodes plus ou moins dominantes. L'efficacité sociale qui différencie les activités pousse donc en même temps à les articuler d'une manière ou d'une autre. L'Europe connaît ainsi, à la charnière des XIXe et XXe siècles, trois grands modèles de cette articulation.

Le travailleur anglais fit du syndicat le pivot du mouvement global, le Parti travailliste n'étant que le prolongement parlementaire de l'action syndicale. Dans l'Allemagne très centralisée, ce fut au contraire le parti socialiste qui était censé organiser le mouvement, en constituant autour de lui toute une galaxie d'organisations de tous types, associations ou syndicats qui lui étaient structurellement subordonnés.

Le mouvement ouvrier français connaît lui un troisième modèle, celui du syndicalisme révolutionnaire. Pour préserver l'autonomie et le dynamisme de la lutte ouvrière, le syndicat devait se tenir à l'écart de l'État et donc des partis, y compris socialistes. Le syndicat, autour du projet de la grève générale, était en lui-même l'expression globale de l'émancipation prolétarienne. La Charte d'Amiens, en 1906, fut l'expression globale et un peu mythique de ce désir d'indépendance absolue.

«SYNDICALISME DE LUTTE DES CLASSES» ET SUBORDINATION

Mais la France est un curieux pays. Elle rêvait toujours de sa célèbre Charte, mais ne cessa en pratique de se tourner vers le modèle allemand ou vers le modèle anglais. Ruse de l'histoire, au XXe siècle le modèle social-démocrate allemand ne s'imposa pas dans l'espace de la social-démocratie, mais... dans celui du communisme.

Pendant quelques décennies, le communisme français fut, bien au-delà d'un simple parti politique, une vaste galaxie incluant de l'associatif (les «organisations de masse»), du syndicalisme et du culturel. Officiellement, les syndicats dirigés par les communistes étaient indépendants et de fait, ils dépassèrent de très loin l'espace du communisme stricto sensu. Mais la vie syndicale était discutée de façon précise au Bureau politique et au Comité central...

Inutile aujourd'hui de simplifier cet étonnant modèle. Il fut incontestablement une source de dynamisme et de cohérence, qui permit à la symbiose du PC et de la CGT de peser utilement sur les rapports de forces et de modeler l'État-providence à la française. Mais ces qualités se firent au prix d'une subordination qui coûta cher à ce «syndicalisme de lutte des classes» que voulut et sut incarner la CGT.

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS

Depuis quelques décennies, la subordination a été écornée. La ligne syndicale ne fait plus l'objet de discussion au sein des directions politiques et, en sens inverse, la CGT ne relaie plus le point de vue communiste dans les grandes circonstances de la vie politique. Mais, comme pour corriger brusquement et radicalement un défaut antérieur, la conquête de l'indépendance s'est traduite par une séparation. Une sorte de gentlemen's agreement s'est alors installé, le «social» apparaissant comme le lieu par excellence du syndicalisme et le «politique» comme celui du parti. Chacun chez soi et les cochons seront bien gardés...

DÉSAFFECTATION DU SYNDICALISME ET CRISE DE LA «FORME-PARTI»

Le problème est que l'évolution du capitalisme, sa «mondialisation», sa forme financière dominante et son démantèlement de l'État-providence appellent, de plus en plus, à opposer au désordre de la concurrence, de la gouvernance et des inégalités une logique plus humaine du partage, de la démocratie et de l'égalité. Dès lors, l'absence de convergence consciente entre les différentes facettes de l'action collective apparaît comme un manque à gagner.

Ajoutons que le vieillissement des structures existantes touche aujourd'hui le

champ tout entier de ce que fut le mouvement ouvrier. La désaffection à l'égard du syndicalisme est en cela le pendant de la crise de la «forme-parti» historique. Penser que l'on peut, d'un coup de baguette magique, revenir sur la distinction fonctionnelle des pratiques sociales est une illusion, source d'énormes dangers et... de désillusions futures. Mais poser la question d'une réarticulation évitant la double impasse de la séparation et de la subordination est une nécessité historique fondamentale.

La décision d'appeler à une manifestation le 23 septembre heurte des sensibilités syndicalistes ? Sans aucun doute. Mais il faut alors aussi convenir que la carence d'initiative proprement politique est une source de faiblesse pour le mouvement tout entier. La société française, depuis trop longtemps et en tout cas depuis le début des années 1980, souffre de ce que le raccord ne s'opère pas entre la critique pratique de «l'ordolibéralisme» et les constructions politiques alternatives.

AVANCER VERS UNE RÉARTICULATION

Or il ne suffit plus de s'en tenir au partage ancien des tâches. Réserver la construction d'alternatives aux seules formations politiques revient, de fait, à déléguer aux pouvoirs politiques et à l'État le soin de réguler la société, pour

infléchir la loi d'airain du capital. On a de solides raisons de penser que cette façon de faire, qui alterne les mobilisations sociales, les alternances politiques... et les désillusions populaires n'est plus de mise aujourd'hui. Il faut donc bien que, dans le processus de construction de l'alternative, dans la formalisation des projets globaux de société, dans la mobilisation continue pour exprimer, imposer, contrôler et évaluer, les formations politiques spécialisées ne soient pas seules à la manœuvre.

La méthode retenue par Mélenchon et la France insoumise n'est pas la meilleure ? Peut-être. Mais l'absence d'initiative faisant converger le social et le politique n'est-elle pas plus pénalisante encore pour tout le mouvement ? Le plus sage est sans doute de s'en tenir à une position cohérente, autour de deux affirmations inséparables.

Il faut tout d'abord considérer que la succession des deux manifestations est une chance pour rassembler les catégories populaires, dans le refus comme dans la proposition alternative. Chacune de ces

mobilisations se fera avec sa dominante, plus «sociale» ou plus «politique». Mieux vaut toutefois considérer que toutes deux s'inscrivent dans la même fibre critique et constructive.

Il reste, à l'avenir, à avancer plus ouvertement vers ce qui se cherche sans se trouver : une réarticulation qui permette à chacun, dans le respect de sa fonction et de ses missions, à reconstruire de l'espérance, à la fois sociale et politique. D'une certaine façon, la victoire de Macron était dans la continuité totale du «TINA» («Il n'y a pas d'alternative») de Margaret Thatcher. Si l'on veut mettre fin à «l'alternance» ravageuse de la droite et d'une certaine gauche au pouvoir, cette reconstruction d'espoir, et donc cette réarticulation d'un mouvement par nature composite sont des enjeux fondamentaux.

Si l'on veut faire des catégories populaires qui se lèvent, non pas seulement une multitude mais un peuple acteur, rien ne serait pire que d'opposer le 12 et le 23 septembre, quand il faut tout faire pour les conjuguer. **● ROGER MARTELLI**

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS



ENJEUX ET DANGERS : NÉOLIBÉRALISME À TOUS LES ÉTAGES

Déficits publics, dette, inflation

Ces chiffres magiques qui nous gouvernent

La «règle d’or» et les contraintes chiffrées que l’UE a imposées à ses États-membres pour l’endettement et les dépenses publiques ont été fixées au jugé, sans réel fondement économique. Mais elles ont permis d’imposer une idéologie et des politiques bien réelles...

Les intérêts de l’oligarchie ne sont jamais aussi bien servis que lorsqu’ils sont déguisés en “bonne gestion des finances publiques”. L’Union européenne est passée maîtresse dans l’art de masquer derrière des principes comptables des choix hautement politiques. Depuis la crise de la dette souveraine de 2010, on ne cesse de le marteler : les États européens doivent « respecter les règles », il en irait tout simplement du fonctionnement fluide de la machine-euro... Contre cet enfumage, il est impératif de désacraliser les chiffres qui sous-tendent

ces soi-disant “règles d’or” et de rappeler les orientations idéologiques – et les intérêts particuliers, qui ont très directement façonné les critères de la supposée “bonne gouvernance” monétaire et budgétaire du “système euro”.

LES APPARENCES DE LA NEUTRALITÉ

Ainsi, par exemple, la cible annuelle d’inflation de seulement 2% déterminée par la Banque centrale européenne a-t-elle toutes les apparences de la neutralité technique. La BCE la justifie sur son site

par son souci de contribuer à un « environnement économique favorable » et à « un niveau d'emploi élevé ». Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'une faible progression des prix vise surtout à préserver les investisseurs contre l'érosion de la valeur réelle de leurs créances, l'inflation participant à « l'euthanasie des rentiers » comme disait Keynes... Le chiffre de 2% n'a rien d'objectivement "optimal". L'ancien chef économiste du FMI, Kenneth Rogoff, prône d'ailleurs une inflation de 5 à 6%, comme moyen de faire fondre mécaniquement les dettes publiques. Mais une telle proposition a peu de chance d'être entendue...

Quant au plafonnement dans les traités européens des déficits publics à 3% du PIB et de la dette publique à 60% du PIB, son origine est pour le moins anecdotique : il provient d'une décision de l'équipe d'économistes qui entourait le président François Mitterrand en 1981. Parmi eux, Guy Abeille, qui raconte au Parisien en 2012 : « On a imaginé ce chiffre de 3% en moins d'une heure, il est né sur un coin de table, sans aucune réflexion théorique. (...) Mitterrand [voulait] qu'on lui fournisse rapidement une règle facile, qui sonne économiste et puisse être opposée aux ministres qui défilaient dans son bureau pour lui réclamer de l'argent ». L'équipe choisit le 3 :

« C'est un bon chiffre, un chiffre qui a traversé les époques, cela faisait penser à la Trinité ».

La règle des 60% pour les dettes n'est pas mieux fondée puisqu'elle découle elle-même des 3% de déficit ! Elle correspond en effet au niveau où se stabilise le ratio dette / PIB sous des hypothèses moyennes de taux de croissance et de taux d'intérêt lorsque le déficit est à 3%.

NEUTRALISER L'ACTION POLITIQUE

Ce sont pourtant ces critères de convergence, littéralement sortis du chapeau, qui seront inscrits dans le traité de Maastricht de 1992 et renforcés en 2012 dans le cadre du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Celui-ci impose notamment aux pays dépassant les seuils de 3% et 60% de soumettre à la Commission et au Conseil européens leurs programmes de réformes structurelles contraignants, ainsi que leurs projets d'émission de dette. Le TSCG prévoit en outre l'inscription d'une "règle d'or" dans les constitutions nationales, soit un « mécanisme de correction automatique » des finances publiques déclenché lorsque le déficit structurel dépasse 0,5% du PIB. Bien entendu, ce dispositif « ne sera pas

ENJEUX ET DANGERS : NÉOLIBÉRALISME À TOUS LES ÉTAGES

soumis à la délibération parlementaire », précise le Traité.

Bref, des mesures de “bonne gestion” appliquées en mode “pilotage automatique”, bien faites pour brider les investissements publics – l’obligation d’atteindre l’équilibre budgétaire fermant en pratique la voie de l’emprunt –, ouvrir la santé, l’éducation ou encore l’énergie au secteur privé et, plus profondément, neutraliser l’action politique autonome et discrétionnaire en matière économique. Aussi arbitraires soient-elles, ces contraintes budgétaires s’avèreront ainsi des armes redoutables au service des intérêts privés pour abattre l’État social. L’ultralibéral Alain Madelin vendait la mèche dès 1992 : le Traité de Maastricht est « une assurance-vie contre le retour de l’expérience socialiste pure et dure », se réjouissait-il. La Grèce en sait quelque chose. L’élection en 2015 du candidat de la gauche radicale, qui s’engageait à rompre avec les politiques d’austérité et de privatisations qui tuent son pays à petit feu depuis cinq ans ne changera rien : après avoir livré bataille quelques mois, Alexis Tsipras renoncera à son programme et poursuivra la destruction des services et droits sociaux au nom du “respect des règles” européennes. Décidément, les 3% sont l’ennemi des 99%...  **LAURA RAIM**

Michel Offerlé

« Les militants du libéralisme sont minoritaires parmi les patrons »

Quelles sont leurs différences entre eux, quel est le sentiment de différence qu'ils éprouvent ? Coordinateur d'une enquête sur ce groupe hétérogène, le sociologue Michel Offerlé en livre quelques enseignements.

Le patronat français n'a rien d'un bloc unifié. La majorité des chefs d'entreprises dirige moins de dix salariés et une grande partie pilote une PME. Le sociologue Michel Offerlé, qui vient de mener une enquête collective auprès de chefs d'entreprise, pointe ce qui oppose et ce qui unit les «petits» patrons aux «gros».

Regards. En quoi les patrons forment-ils un groupe hétérogène ?

Michel Offerlé. La catégorie de l'INSEE "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" est extrêmement éclatée.

On trouve des diplômés de grandes écoles comme l'ENA ou HEC, une partie non négligeable qui possède un CAP et un certain nombre d'autodidactes. Il y a ceux qui sont devenus patrons grâce à la socialisation familiale – leur parents étant eux-mêmes chefs d'entreprise ou commerçants. Et ceux qui ont voulu être indépendants, quitter la routine d'une grande boîte ou développer un produit dans lequel ils mettent leur affect. Certains touchent à peine 1.500 euros mensuels, et une poignée seulement se classe parmi les 500 plus grosses fortunes – au-dessus de 80 millions d'euros comme LVMH ou Auchan.

ENJEUX ET DANGERS : NÉOLIBÉRALISME À TOUS LES ÉTAGES

Ceux-ci évoluent dans d'autres sphères ?

Ce sont des dominants. Et les dominés sont souvent en situation de sous-traitance par rapport aux grands groupes. Si les contraintes du marché et la logique capitaliste s'imposent à tous, tous ne font pas du profit de la même manière. Il y a la logique lucrative – ainsi, des "petits" se rêvent "gros" pour pouvoir "claquer" du fric. Et la logique gestionnaire qui consiste à financer son activité sans vouloir s'agrandir. Cette attitude est très présente chez les petits artisans. Et puis, des différences existent entre le créateur d'entreprise, le repreneur, l'héritier, le manager salarié et l'autoentrepreneur, qui souvent n'a pas choisi son statut.

Comment se manifeste le clivage entre petits et grands patrons ?

Généralement, les patrons de PME estiment que les dirigeants de grandes entreprises ne sont pas de "vrais" patrons. Selon eux, ils ne se sont pas colleté à la réalité de l'entreprise, ils peuvent déléguer, bénéficier d'avantages fiscaux et avoir des rapports privilégiés avec les banquiers – un point très important. En un mot, ils ne courrent pas les mêmes risques qu'eux. Il y a une espèce de fantasme : la collusion entre élites politiques et élites économiques sur le dos des "petits".

Quels sont les points communs entre tous ces chefs d'entreprise ?

Les patrons sont des gens très semblables si on les oppose aux salariés et aux fonctionnaires. Ces derniers étant la figure repoussoir par excellence. Ils se décrivent, généralement, comme des bosseurs, comme des gens « qui ne comptent pas leurs heures », qui veulent « s'en sortir ». Un terme revient tout le temps dans leur bouche : la « niaque ». Une expression est aussi récurrente : « On n'a pas le temps : on a la tête dans le guidon ». C'est la réalité : un entrepreneur familial travaille souvent entre 50 et 65 heures par semaine, sans pouvoir vraiment déléguer.

Cela crée, chez eux, un sentiment de différence marquée ?

Ils sont nombreux à penser qu'ils sont différents du reste de la société, que leur travail est « trop compliqué à expliquer ». Au cours des entretiens, nous avons peu entendu de discours libéral. Les patrons ne sont en rien des idéologues, et les militants du libéralisme sont minoritaires parmi eux ; la plupart ne sont ni pour ni contre le marché. « Cela va de soi », « On ne peut pas faire autrement », voilà ce qu'ils disent du système capitaliste. C'est une espèce de libéralisme diffus, pas du tout idéologisé. Une sorte de libéralisme appliqué.

Paris 2024, le péril Jeux

Paris a remporté l'organisation de «ses» Jeux olympiques sans concurrence ni réel débat sur leur pertinence et leur coût final. Derrière l'enthousiasme unanimiste qui salue cette victoire ambiguë, bien des questions restent posées.

La victoire a été saluée avec un unanimisme dont un des symptômes est l'alignement du discours médiatique sur le discours officiel. Ainsi de la une du Parisien (titrée «EUPHORISANT»), étonnamment semblable à la page de publicité, quelques pages plus loin, placée par le comité de candidature. Le lexique est à l'avenant : c'est celui de l'exaltation. « C'est tellement grand, tellement fort, tellement magique qu'on se pincerait presque pour y croire. D'ici là, la France aura tout le temps de prendre la mesure des conséquences de ce soir historique qui ouvre sur sept ans de

bonheur », s'enflamme la journaliste du quotidien.

Il y entre une part de soulagement, voire un sentiment de revanche après les trois échecs précédents (1992, 2008, 2012), vécus comme des gifles et qui avaient donné lieu à des accès d'auto-dénigrement – notre véritable sport national, qui n'est malheureusement pas discipline olympique.

UNE VICTOIRE PAR FORFAIT

Le fait étant enfin accompli («ENFIN», c'est la une de L'Équipe), on en oublie presque que la désignation du lau-

LES DÉBUTS D'UN MANDAT : ENTRE FORTES TENSIONS ET OBJECTIFS COMMUNS

réat, mercredi à Lima, ne revêtait aucun caractère de surprise, et que la «victoire» célébrée depuis est une victoire par forfait. Le seul suspens résiduel (réglé dès juillet dernier) portait en effet sur la répartition des olympiades de 2024 et 2028 entre Paris et Los Angeles, ultimes postulants. La capitale ne peut en réalité se prévaloir que d'avoir imposé sa préférence pour la première des deux années – laissant à la métropole californienne le loisir de négocier avec le CIO des conditions plus avantageuses...

Cette absence de concurrence souligne que Paris obtient les Jeux au moment où jamais l'organisation des grands événements sportifs n'a été aussi critiquée, et les institutions sportives internationales aussi discréditées. Le gigantisme de ces événements, leur mercantilisme, l'explosion systématique des coûts, le legs d'»éléphants blancs», les ardoises laissées aux collectivités, les exemptions fiscales exorbitantes ont alimenté la crise, approfondie par les affaires de corruption.

Cette crise a eu pour effet le plus significatif la raréfaction des candidatures. Pour l'édition 2024, cinq villes ont ainsi successivement renoncé. Boston en 2015, après la campagne menée par deux activistes qui sont parvenus à fédérer une large opposition citoyenne, contraignant le maire à retirer son dossier. Hambourg, à la suite d'un référendum la même année. Rome, par renoncement de la nouvelle municipalité en 2016. Budapest en début d'année, «vic-

time» de la pétition du mouvement Momentum, qui a recueilli plus de 250.000 signatures. Et enfin Los Angeles... assuré de l'emporter pour 2028.

LA COMMUNICATION PLUTÔT QUE LA CONSULTATION

Si la candidature parisienne a «tenu» jusqu'au bout, elle le doit d'abord à l'absence d'opposition constituée. Le sport et l'olympisme restent des objets consensuels, capables de fédérer par-delà les partis. Malgré quelques réserves, les élus communistes de la majorité municipale ont ainsi soutenu la candidature, laissant aux écologistes et à Danielle Simonnet (Parti de gauche, France insoumise) le rôle d'opposants. Par ailleurs, aucun mouvement significatif n'est parvenu à se former pour alerter et mobiliser médias et citoyens¹.

Ensuite, la démarche de Paris 2024 a soigneusement évité tout réel processus de consultation des citoyens et d'organisation d'un débat public. Au contraire, il s'est agi de mobiliser en priorité le «mouvement sportif», les élus et les partenaires institutionnels et industriels – toutes parties ayant intérêt aux JO –, et de s'adresser à la population au travers de campagnes de communication... dont les slogans certifiaient d'emblée son adhésion : «Paris veut les Jeux». «

1. Peut-être parce que le sport, malgré ses dérives, n'est pas un objet de mobilisation politique traditionnel au sein des mouvements sociaux et des milieux intellectuels, ou simplement parce que les priorités sociales et politiques sont ailleurs.

Tous les athlètes, tous les politiques, tous les Français soutiennent cette candidature », a certifié Anne Hidalgo.

Par la grâce d'une médiatisation très bienveillante, il ne restait plus aux sondages qu'à « mesurer » cette adhésion, aussi artificielle soit-elle. Qu'en aurait-il été si les échantillons enquêtés avaient pu bénéficier d'un exposé circonstancié sur les risques d'une telle organisation ? Quoi que l'on pense des bienfaits ou des travers des JO, cet escamotage du débat sur un enjeu aussi important est symptomatique de l'immaturité démocratique nationale.

UNE CHANCE POUR LA SEINE-SAINT-DENIS ?

L'idée que les JO seraient une bonne chose pour le pays et sa capitale a donc pris la forme d'un postulat, voire d'un décret. Le principal axe critique, les dépassements de coûts presque systématiquement constatés lors des précédentes olympiades, est certes affaibli par le profil de la candidature. Paris 2024 prétend maîtriser son budget (moins de 7 milliards d'euros, contre 11 pour Londres 2012 – qui avait initialement budgété 4,8 – et 13 pour Tokyo 2020) en utilisant une majorité d'infrastructures existantes, ainsi que des sites non sportifs qui ont contribué au prestige de son dossier. La charge pour les finances publiques ne serait que de 1,5 milliard d'euros, mais les dépassements seront pour leur compte. L'incertitude pèse notamment sur le poste de la sécurité.

En effet, Jean-Luc Mélenchon affirmait dès dimanche que « le groupe France insoumise » serait « cohérent, discipliné et offensif », ouvert à « tous ceux qui le voudr[ai]ent », ses lieutenants évoquant même, « personnellement », leur vœu de le voir présider le groupe parlementaire. De son côté, le PCF, par la voix de son secrétaire national Pierre Laurent, appelait simplement et sans mentionner LFI, à « trouver des formes de travail communes ».

Un argument majeur invoqué en faveur des JO parisiens porte sur l'opportunité qu'ils représentent, le « rôle moteur » qu'ils doivent jouer pour lancer ou accélérer de grands projets d'aménagement. La candidature parisienne peut ainsi se prévaloir de la priorité accordée à la Seine-Saint-Denis, dont le territoire va profiter de l'essentiel des nouveaux équipements avec la construction du centre nautique, du village des athlètes et du village des médias – qui doivent être ensuite convertis en logements.

Saint-Denis doit ainsi poursuivre une transformation qui avait jadis profité de l'impulsion de la Coupe du monde 1998, avec notamment l'aménagement à venir de l'île Saint-Denis et du quartier Pleyel qui accueillera la piscine olympique. La Courneuve, Saint-Ouen, Dugny et Le Bourget figurent également dans le périmètre. La région Île-de-France devrait pour sa part profiter de la construction dans les délais des quatre nouvelles lignes de métro du projet Grand Paris Express (hors budget d'organisation).

ENJEUX ET DANGERS : NÉOLIBÉRALISME À TOUS LES ÉTAGES

DES BÉNÉFICES INCERTAINS

Une interrogation subsiste cependant : pourquoi faut-il l'échéance d'un événement ne durant que trois semaines pour financer et mener à bien des projets d'utilité publique qui auraient coûté moins cher sans les dépenses spécifiques et les échéances imposées par les Jeux ? Pourquoi la volonté politique fait-elle défaut sans le prétexte olympique ? Il faut croire que d'autres motivations sont requises, c'est-à-dire d'autres intérêts.

Les multinationales « partenaires » (Accor, BNP Paribas, Bouygues, Vivendi, Engie, LVMH, Suez, Orange, JCDecaux...) peuvent ainsi fêter l'attribution sans réserve. Pour elles, les Jeux sont non seulement une occasion de décrocher des marchés et de faire de la communication, mais aussi de consolider leurs relations avec la haute administration. Le bilan global, lui, s'établira plus tard, et pourrait contredire les promesses aujourd'hui prises pour argent comptant : inévitables dépassements de budget, restitution insuffisante des équipements à la population, spéculation immobilière, partenariats publics-privés au profit des entreprises et à la charge des collectivités, retombées économiques limitées... Le bilan de Londres 2012, généralement présenté comme positif, est en réalité ambivalent : les quartiers rénovés ont été le théâtre d'une gentrification, le stade olympique a eu un coût très élevé pour les finances publiques, les emplois n'étaient pas durables.

VALEURS DU SPORT ET ÉLAN PATRIOTIQUE

Mais, à l'exemple de Londres et bientôt Tokyo, Paris escompte des bénéfices d'image, plus immatériels : la ville va pouvoir se mettre en scène à la fois comme métropole internationale et haut-lieu touristique en profitant d'une exposition mondiale. Ainsi promeut-on les grandes cités dans un contexte de concurrence planétaire.

La célébration de l'obtention des JO mobilise aussi bien les mythologies sportives que la fibre patriotique, à coup de superlatifs et d'emphase. C'est ainsi qu'une forme de récit national moderne est proclamé, faisant du sport et de ses valeurs les vecteurs d'une identité nationale idéale et inclusive. « Quand la France est ambitieuse, quand elle réunit toutes ses ressources, on peut accomplir de grandes choses », a affirmé Tony Estanguet, président du comité de candidature, saluant « une vraie victoire collective, une vraie unité de la France ».

Une nation a besoin de symboles et d'événements fédérateurs, comme cette « grande fête populaire » attendue des JO. Les symboles ne font cependant pas longtemps illusion dans une société où la réalité les contredit et où les promesses d'égalité et de justice ne sont pas tenues. Les lendemains cuisants de la Coupe du monde 1998, dernier grand moment de célébration d'une forme d'unité nationale autour du sport, sont là pour le rappeler.

● JÉRÔME LATTA